

**16 Provinces**

**Haut-Ogooué/Retrouvailles politiques/En prélude au Dialogue national inclusif et sans tabou**

**Les Altogovéens édifiés sur l'enjeu des prochaines assises**

E.L.  
Libreville/Gabon

*C'est le principal enseignement à tirer de la réunion tenue lundi après-midi par le ministre d'Etat, Jean Pierre Oyiba, membre du Comité permanent du Parti démocratique gabonais (PDG) avec ses concitoyens du Haut-Ogooué, résidant ou de passage à Libreville. Dans un langage franc et direct, les uns et les autres ont donné leurs avis sur la situation politique nationale.*

**JEAN-PIERRE** Oyiba, ministre d'Etat en charge des Infrastructures, des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire, a échangé, le lundi 13 mars dernier, avec les ressortissants de la province du Haut-Ogooué (militants du Parti démocratique gabonais et membres de la société civile) résidant ou de passage à Libreville. Des retrouvailles que l'initiateur a voulu placer sous le signe du raffermissement et de la consolidation des liens de parenté et de fraternité entre les différentes couches ethniques de la province. Pour la circonstance, il était entouré des ministres



Le ministre d'Etat Jean-Pierre Oyiba a présidé la réunion...



...en présence de ses collègues membres du gouvernement originaires du Haut-Ogooué.

tres Nicole Asselé, Mathias Otounga Ossibadjou, Lambert Noël Matha et Christian Magnagna.

« Mes sœurs et frères, membres du gouvernement, avons décidé de vous rencontrer ce soir pour discuter (...), parce que depuis l'avènement de l'année 2017, nous n'avions pas eu le temps de le faire dans un cadre plus élargi », a-t-il précisé. Non sans rappeler: « ce rendez-vous est d'une importance capitale, d'autant plus qu'il se tient quelques mois après l'élection présidentielle du 27 août 2016, qui a vu la victoire du président sortant, Ali Bongo Ondimba ».

Un scrutin marqué par la contestation des résultats



L'assistance était particulièrement nombreuse.

par une frange de l'opposition, qui a plongé notre pays dans une profonde crise politique et sociale. Aussi, soucieux de restaurer le climat de paix et d'harmonie entre les Gabonais, le chef de l'Etat a-

l'avenir du Gabon », a-t-il poursuivi.

**SE MOBILISER**• L'orateur a alors saisi cette occasion pour inviter les Altogovéens à participer massivement à ces assises dont les travaux s'ouvriront le 28 du mois en cours, à Libreville. « Contrairement aux autres Gabonais qui n'y trouvent pas d'intérêt, et c'est leur point de vue, que nous respectons, mes collègues et moi vous prions d'aller vous inscrire nombreux. Ainsi, vous aurez à débattre avec les autres concitoyens sur des sujets importants concernant, entre autres, la réforme des institutions, la révision du Code électoral, la cohésion nationale et la consolidation de la paix, etc.), a dit le ministre d'Etat.

t-il initié l'organisation d'un dialogue national « pour permettre aux responsables politiques ainsi qu'aux acteurs de la société civile, de se retrouver autour d'une table, pour réfléchir ensemble de

Rappelons que le dialogue national se déroulera en deux phases. La première partie, dite "citoyenne", verra la participation des responsables des associations et des syndicats, qui devront passer au peigne fin les problèmes sociaux. La seconde phase sera consacrée à la politique.

Abordant le point lié au fonctionnement de son parti, le membre du Comité permanent du PDG s'est félicité de l'organisation, par le secrétariat exécutif, le week-end écoulé, des manifestations relatives au 49e anniversaire de cette formation politique. A cet effet, il a appelé les Pédagogues altogovéens à se mobiliser pour la célébration, en différé, de cet anniversaire à Franceville et dans les autres localités de la province.

Ce message a été bien perçu par l'assistance, qui a exhorté les membres du gouvernement à pérenniser ces retrouvailles. Non sans fustiger le comportement de certains membres de leurs cabinets ministériels qui, selon les participants, empêcheraient les Altogovéens qui le désirent de rencontrer les ministres.

**Moyen-Ogooué/Lambaréné/Front social**

**Marche "canalisée" de l'antenne provinciale de la Conasysed**

Esaïe NDILOROUM  
Lambaréné/Gabon

**LE** mercredi 8 mars dernier, alors qu'était célébrée la Journée internationale des droits de la femme, l'antenne provinciale de la Convention nationale des syndicats du secteur éducation) est sortie de sa réserve pour se faire entendre, à travers une marche dite pacifique. Les membres de cette coalition syndicale, regroupés au niveau de la station-service d'Isaac, dans le deuxième arrondissement, et avec à leur tête le délégué provincial, Kevin Biyéghé, s'apprêtaient à prendre la direction de l'école catholique, qui abrite leur piquet de grève, lorsqu'ils ont constaté la présence des forces de l'ordre. « L'expérience nous a démontré qu'on sait comment elle se termine. Donc nous, forces de l'ordre, avons le droit de canaliser les manifestants. Ne dit-on pas que gouverner



"Parents, gardez vos enfants à la maison", peut-on lire sur la banderole dressée à l'entrée de l'école.

c'est prévoir ?», a déclaré un policier, sous anonymat.

« Nous nous sommes rassemblés là, à la station-service d'Engen, pour prendre le départ d'une marche pacifique qui devait nous conduire au lieu de notre piquet habituel, sis dans la cour de l'école primaire catholique. Mais nous avons été surpris par la présence des forces de sécurité, qui nous ont accompagnés jusqu'ici où on se trouve » a, de son côté, fait savoir Kevin Biyéghé.

Toujours est-il qu'une fois parvenus à leur "piquet de grève", quelques ensei-



Le délégué Kevin Biyéghé brandissant des documents pour illustrer ses propos.

élèves à travers le pays pour revendiquer le paiement de leurs bourses et le retour de leurs enseignants dans les salles de classes, les titularisations suspendues, les postes budgétaires inexistantes, etc.

« Ne baissez pas les bras, nous sommes presque au bout du tunnel. Ce qu'on réclame-là, c'est pour nous tous. Même nos amis qui vont faire cours sur notre dos en ce moment, bénéficieront des retombées positives, au même titre que nous, qui nous sacrifions, jour et nuit, pour dire plus haut nos problèmes dans le secteur de l'éducation », a dit Kevin Biyéghé, s'adressant à ses troupes.

Avant de mettre un terme à la rencontre, le président provincial de la Conasysed a permis à ceux qui le souhaitaient de prendre la parole. Trois enseignants se sont succédé pour soutenir le délégué, tout en condamnant le comportement du gouvernement vis-à-vis des syndiqués en général, particulièrement ceux de la Conasysed.



Quelques membres attentifs à l'intervention de leur leader provincial.

gnants se sont assis à même le sol, d'autres sur

quelques tables-bancs, pendant que d'autres en-

core se tenaient debout en face de leur leader provincial.

Ce dernier est alors intervenu pour remercier ceux qui ont fait avec lui "ce sacrifice de revendication" de leurs droits. M. Biyéghé est ensuite revenu sur la décision du gouvernement relative aux sanctions infligées aux enseignants grévistes. Une mesure qu'il a d'ailleurs qualifiée de «code 807 et 19 ».

Dans la foulée, il a abordé divers sujets: les dossiers du concours de l'Ecole normale supérieure (ENS), la marche des